

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 15 JANVIER 1929

Rapport de la Commission de l'Intérieur et de l'Hygiène, chargée de l'examen du Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène pour l'exercice 1929.

(Voir les n°s 5-VI et 34 du Sénat.)

Présents : MM. le vicomte BERRYER, président ; Armand HUYSMANS, LEKEU, LIGY, MOUSTY, NOLF, VAN ORMELINGEN, le vicomte Adrien VILAIN XIII, VINCK et RYCKMANS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Considérations générales.

Le Budget du Département de l'Intérieur et de l'Hygiène comporte une demande de crédits de 104,071,534 francs alors que les crédits alloués pour 1928 s'élevaient à 63,774,494 francs.

L'augmentation de 40,297,039 francs comprend 8,815,410 francs aux dépenses ordinaires et 31,481,629 francs aux services divers des dépenses exceptionnelles.

L'examen détaillé des articles du Budget montre que cette augmentation correspond à des nécessités reconnues ou constituent de simples régularisations d'écritures.

Les traitements du personnel du Département sont en augmentation de 251,176 francs justifiées par la suppression des retenues de 3 et 7 p. c. sur les traitements, par des augmentations réglementaires ou par des nominations encore à effectuer.

Les crédits sollicités pour l'augmentation des pensions, ainsi que celle relative aux fonctionnaires des gouvernements provinciaux sont imposés par la loi.

D'autre part, l'augmentation du coût du matériel, des frais d'entretien des locaux tant du Département que des gouvernements provinciaux, entraîne la nécessité de demander l'augmentation de crédits qu'il serait injuste de critiquer.

Le chapitre des affaires électorales, à lui seul, comporte une augmentation de dépenses de 3,404,500 francs, à raison des élections générales et provinciales qui auront lieu en 1929.

Au chapitre de l'Hygiène, le crédit relatif aux encouragements qui intéressent l'hygiène publique est porté de 6 à 8 millions, les dépenses diverses pour combattre la tuberculose sont augmentées de 500,000 francs et celles relatives à l'hygiène sociale de l'enfance de 1,915,113 francs. A ces dépenses vient s'ajouter une augmentation de 1,200,000 francs prévue aux dépenses exceptionnelles pour la lutte contre le cancer.

C'est un honneur pour la Belgique de n'avoir pas oublié, aux heures de détresse publique, qu'un peuple qui veut vivre doit, au prix de tous les sacrifices, veiller à la santé des populations, et, avant tout, à l'hygiène de l'enfance.

Aujourd'hui que nous assistons au relèvement progressif de notre activité commerciale, industrielle et financière,

nous pouvons, moins que jamais, laisser périliter ces œuvres d'où dépend l'avenir de la patrie.

Aux dépenses exceptionnelles figure un crédit de 300,000 francs destiné aux premières dépenses pour les fêtes du centenaire de l'indépendance, et un crédit de 20,000,000 de francs pour venir en aide aux communes dont les ressources fiscales sont insuffisantes comparativement à celles de 1913.

A ce même chapitre figure un poste de 13,095,810 francs, subside à l'Œuvre Nationale des Invalides de la Guerre, qui constitue un transfert du budget extraordinaire. Ce crédit est majoré de 2 millions environ, à raison de l'accroissement des protégés de l'œuvre et du renchérissement des soins divers qu'elle assure.

* *

Un membre, en son nom et au nom d'autres collègues, a protesté contre l'atteinte portée à l'autonomie communale en 1928, à l'occasion du refus d'approuver certains traitements considérés par le Gouvernement comme trop élevés.

Il a exprimé également le vœu que dans l'examen des contrats de concession des services d'éclairage, les pouvoirs supérieurs ne permettent pas aux communes de se lier au delà d'une durée maximum de quinze ans, à raison des modifications et progrès incessants qui se réalisent dans les techniques.

Il insiste également pour que les contrats contiennent une clause de reprise favorable aux pouvoirs publics et applicable en tous temps.

La Commission a pris acte des observations de l'honorable membre sans entrer en ce moment dans l'examen des questions qu'elles soulèvent.

Le même membre a posé, au sujet de certains articles du budget, diverses questions au Gouvernement. Nous faisons suivre le texte de ces questions avec les réponses qui y sont données.

Projet de budget. (Développements.)

Page 20, art. 2. — B. Comité consultatif de contentieux, etc.

QUESTION A. Y a-t-il dans ce comité des membres qui ne touchent pas d'indemnité de vacation et pourquoi ?

RÉPONSE. Tous les membres touchent un jeton de présence pour les séances auxquelles ils assistent.

Page 20, art. 3. — Travaux extraordinaires.

QUESTION B. Quel est le tarif de ces travaux extraordinaires ?

RÉPONSE. Le tarif est celui fixé par le Conseil des Ministres en séance du 19 décembre 1927, c'est-à-dire :

Sous-chef de bureau, 5 francs l'heure.

Commis-rédacteur, sténo-dactylographe ou grades assimilables, 4 francs l'heure.

Dactylographe, commis d'ordre, commis aux écritures, 3 francs l'heure.

Page 22, art. 5. — Frais de parcours.

QUESTION C. Ces 4,500 francs comprennent-ils les missions à l'étranger ?

RÉPONSE. Ils comprennent tous les frais de missions, tant à l'étranger qu'à l'intérieur du pays, que le service pourrait imposer au personnel de l'Administration centrale.

Page 22.

QUESTION D. Dans le cas où elle se rapporte à l'article 5 (Frais de parcours). Est-il permis de majorer ce poste d'après les nécessités de la vie ?

RÉPONSE. Le crédit, une fois fixé, n'est plus susceptible de majoration; mais dans les limites budgétaires, l'article 2 de l'arrêté royal du 23 janvier 1923 permet d'adapter aux nécessités de la vie l'indemnité à accorder pour voyages à l'étranger.

Page 22.

QUESTION D. Dans le cas où elle se rapporte à l'article 9 (secours alloués à défaut de pensions, etc.).

Est-il permis de majorer ce poste d'après les nécessités de la vie ?

RÉPONSE. Le crédit, une fois fixé, n'est plus susceptible de majoration; mais, dans les limites budgétaires, on s'efforce d'adapter l'importance des secours alloués aux nécessités de la vie.

Page 26, art. 14. — Traitements des employés des gouvernements provinciaux, etc.).

QUESTION E. Est-il admissible qu'en 1929 on fixe des traitements inférieurs à 14,500 francs ?

RÉPONSE. Le barème des traitements a été fixé par l'arrêté royal du 16 décembre 1927, pour toutes les administrations de l'Etat.

Des modifications, en ce qui concerne la rémunération des agents des gouvernements provinciaux, ne pourraient être arrêtées sans que l'on doive réviser également les traitements fixés pour les divers départements ministériels.

Pages 32, 34 et 36 :

Art. 31 (Inspection du service de santé, etc.) : traitements.

Art. 34 (Service sanitaire des ports de mer, etc.) : traitements.

Art. 38 (Inspection de la fabrication, etc., denrées alimentaires) : traitements.

QUESTION E. Est-il admissible qu'en 1929 on fixe des traitements inférieurs à 14,500 francs ?

RÉPONSE. Le barème des traitements a été fixé par l'arrêté royal de péréquation du 16 décembre 1927. Il n'appartient pas aux différentes administrations d'y apporter des changements.

Page 30, art. 30. — Secours Croix de fer, etc.

QUESTION F. Pourquoi ces secours ne sont-ils pas péréquats ?

RÉPONSE. Les allocations liquidées sur l'article 30 n'ont pas été péréquats précisément parce qu'elles constituent des secours et non une rémunération ou subside. Au surplus, la considération qui a fait admettre le rétablissement puis le maintien de l'octroi des dits secours, c'est que ces dépenses ne grevaient pas considérablement le budget de l'Etat.

Page 34, art. 36, litt. a. — Crédit, 425,000 francs égal au crédit de 1928 (prophylaxie des maladies contagieuses, etc.).

Litt. b. — Crédit, 100,000 francs contre 125,000 francs en 1928 (travaux relatifs aux différents services, etc.).

QUESTION G. Pourquoi diminuer ce crédit quand il y a tant à faire et qu'on devait refuser les crédits les années précédentes ?

RÉPONSE. Le littéra a de l'article 36 n'a pas subi de diminution en 1929. Ce crédit est le même qu'en 1928 et suffisant, pour faire face aux charges qu'il doit supporter.

Le littéra b de cet article ne concerne que les travaux extraordinaires (prestations supplémentaires) fournis pour compte des services de l'Administration de l'Hygiène. Ces travaux constituent une exception, le crédit de 100,000 fr. inscrit au projet de budget est suffisant pour faire face aux charges qui doivent en résulter.

La diminution provient de la suppression d'une charge temporaire de 25,000 francs qui grevait le budget de 1928, charge qui disparaît en 1929, et justifiée dans la colonne d'observations du projet de budget.

Page 38, art. 42. — Inspection des travaux d'hygiène) : frais de bureau, etc.

Crédit, 5,000 francs égal au crédit de 1928.

QUESTION H. Ce crédit n'est-il pas trop minime ?

RÉPONSE. Non, car les dépenses de bureau et de matériel du service de l'Inspection des travaux d'hygiène, sont relativement peu importants. Du reste le personnel de ce service est très restreint (3 agents).

* *

Questions électorales.

Des membres de la Commission ont émis des considérations et des vœux de réformes à propos des élections partielles qui ont eu lieu récemment dans les arrondissements de Gand et d'Anvers.

Des élections de cette nature, nécessairement faites au système majoritaire, sont de nature à fausser la situation normale des partis politiques. Elle entraînent des dépenses considérables, s'élevant dans de grands arrondissements à plusieurs centaines de mille francs, imposent aux membres des bureaux des corvées fatigantes, des déplacements nombreux et onéreux.

D'après ces membres, la solution, à ces inconvénients, pourrait se trouver dans l'élection d'un nombre de suppléants plus grand que celui qui est actuellement admis par la loi.

En ce qui concerne l'éligibilité des candidats, des membres ont émis l'avis qu'il y aurait lieu de laisser au bureau principal le soin d'écarter les candidats non éligibles soit à raison de l'âge, soit à raison de condamnations définitives les privant de leurs droits civils et politiques. Des constatations de fait aussi élémentaires s'établissant par des actes d'état civil ou des extraits de jugements ou d'arrêts, pourraient, sans inconvénients être faites par le bureau principal. Celles qui soulèvent l'examen de questions relatives à d'autres conditions d'éligibilité telles que la nationalité, l'absence d'incompatibilité et d'autres,

resteraient régies par la législation en vigueur.

Cette série de suggestions a provoqué au sein de la Commission un premier échange de vues. La question a été réservée pour un examen ultérieur approfondi.

* *

Hygiène.

Les membres de la Commission ont été unanimes à reconnaître que les crédits relatifs à l'hygiène, et notamment à l'hygiène sociale de l'enfance, devaient continuer à mériter toute la sollicitude du Gouvernement et du Parlement.

Il est assez difficile de se faire une idée exacte des résultats d'ensemble obtenus en matière d'hygiène publique et de l'effort qui reste encore à réaliser.

Quoique nous ayons rattaché l'hygiène spécialement au Département de l'Intérieur, que nous ayons dans ce département les services compétents dirigés par des fonctionnaires expérimentés, actifs et dévoués, ce serait une erreur de croire que l'étude du budget de l'Hygiène permet de jeter un regard d'ensemble sur des œuvres, des institutions et des travaux qui devraient essentiellement en ressortir. C'est une anomalie dans la répartition des attributions ministérielles qui peut nuire à une sage administration et à laquelle une pénétration plus intense entre les services de l'Etat, pourrait porter certains remèdes.

Ainsi, par exemple, c'est le Département de l'Hygiène qui étudie, au point de vue technique, les demandes d'intervention de l'Etat faites par la Société nationale des Distributions d'eau, mais c'est le Ministère des finances qui inscrit les crédits au budget de l'Etat public. Il est inutile de faire ressortir ce qu'il y a d'anormal à ce dualisme et combien celui-ci peut donner lieu à des abus.

Il en est de même pour la lutte contre les taudis, dont il sera question plus loin dans ce rapport. Il appartient

au Ministre de l'Hygiène d'agir auprès des communes pour faire disparaître les taudis qui sont une honte pour un pays comme le nôtre, qui se fait un honneur de se trouver au premier rang pour tout ce qui concerne l'hygiène sociale. Mais quand il s'agit de donner des habitations salubres aux pauvres gens qu'on expulse des taudis, c'est à d'autres portes qu'il faut frapper.

Il faut donc étudier de près les budgets des Finances, de l'Agriculture, des Travaux publics, de la Dette publique, de la Justice et de l'Intérieur et de l'Hygiène si on veut se faire une idée exacte de ce qui a été fait pour la distribution d'eau potable, la surveillance du débit des denrées alimentaires, de la viande et du lait, la construction des habitations à bon marché, la lutte contre les taudis, la protection de l'enfance, la répression des manœuvres criminelles qui sont une des causes principales de la diminution de la natalité.

Pour toutes les œuvres ressortissant à quelque titre que ce soit, du Département de l'Intérieur et de l'Hygiène, il appartient à celui-ci, à notre avis, de suivre ces œuvres et ces institutions de près, d'en susciter l'organisation là où elles n'existent pas, la fédération là où le groupement paraît utile, de subsidier éventuellement celles qui ne pourraient subsister par leurs propres ressources, et d'intervenir auprès des communes pour qu'elles usent, le cas échéant, des pouvoirs dont elles sont armées.

Le lait pour les petits.

C'est en nous plaçant à ce point de vue que nous nous sommes préoccupés, au sein de la Commission, sur l'initiative de notre collègue, M^{me} Spaak, dont la sollicitude pour les œuvres de l'enfance reste toujours en éveil, de la question de la consommation et de la distribution du lait.

Les avis peuvent différer sur la manière dont le lait doit être distribué

aux nourrissons, mais il y a unanimité pour reconnaître qu'un lait contaminé ou dépouillé de ses qualités nutritives essentielles constitue pour la première enfance une cause de débilité grave ou de mort.

Nous avons visité, à l'invitation et sous la conduite de notre collègue, les installations du laboratoire intercommunal de la chaussée de Waterloo.

La Ville de Bruxelles et les grandes communes de l'agglomération ont fondé ce laboratoire, moins pour aboutir à la répression des fraudes que pour tâcher de les prévenir. Dans ce but, il a été pris une série de mesures de surveillance et de contrôle dont l'efficacité n'a pas tardé à se faire sentir. Les débitants de lait falsifié sachant qu'ils sont exposés à se voir dénoncés à leurs clients, se décident, l'un après l'autre, à abandonner leurs fraudes malfaisantes.

D'autre part, les fermiers, les marchands de bestiaux, les particuliers peuvent demander gratuitement le concours du laboratoire pour les examens et les analyses.

Les sacrifices importants que s'imposent les communes syndiquées pour l'exploitation du laboratoire sont compensés par les résultats obtenus. Les poursuites du chef de falsification du lait diminuent de plus en plus dans l'arrondissement de Bruxelles, et les analyses régulières auxquelles font procéder les œuvres de l'enfance, prouvent que le débitant du lait à Bruxelles et dans ses faubourgs devient de plus en plus correct et honnête.

La Ville d'Anvers, elle aussi, depuis 1924, a organisé le contrôle du lait. Les mesures qu'elle a prises ont abouti au même résultat qu'à Bruxelles.

Les falsifications constatées diminuent d'année en année, et les procès-verbaux du chef de fraudes qui, en 1926, étaient encore au nombre de 189, descendront à 68 pour 1928, quoique la surveillance ne se soit relâchée en rien. On peut dire que ces constatations sont concluantes.

D'autres villes et communes du pays ont encore organisé, sous des formes diverses, le contrôle du lait. Nous ignorons cependant dans quelles conditions et dans quelle mesure il en a été ainsi.

Nous en arrivons ainsi à conclure que l'exemple que la Commission a eu sous les yeux pourrait être utilement publié et recommandé dans tout le pays.

Le Département de l'Intérieur et de l'Hygiène qui est en contact journalier avec toutes les communes du pays, est tout indiqué pour assurer cette charge. Il n'aura pas perdu son temps en s'y consacrant.

* * *

Lutte contre les taudis.

L'hygiène de l'enfance se rattache directement à la question de la lutte contre les taudis, qui émeut à juste titre — comme le disait, il y a deux ans, votre rapporteur d'alors, l'honorable M. Vinck, — tous ceux qui, en Belgique, s'intéressent au sort de nos populations laborieuses.

C'est un fait aussi attristant que certain que malgré tous les efforts de l'Œuvre Nationale de l'Enfance et de tant d'autres œuvres bienfaisantes, des milliers d'enfants périssent chaque année parce qu'ils s'étiolent dans des taudis où les conditions de vie sont insupportables.

Si incomplètes que soient sous ce rapport les statistiques officielles, il suffit de regarder autour de soi, dans nos grandes villes et nos grandes communes, pour se convaincre que des milliers de familles vivent dans des taudis infects où le nouveau-né est fatalement exposé aux pires dangers de mort.

Le colonel Lemerancier, le champion infatigable de la Ligue des familles nombreuses et de la Ligue contre les taudis l'a dit très justement : « Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de vie de

famille digne et morale dans l'insalubrité, l'exiguïté et la promiscuité de ce qu'on a pu appeler l'étable familiale qui tue le corps et l'âme de l'enfant.

» La lutte contre les taudis conditionne toutes les œuvres visant la protection de l'enfance... Il faut commencer par le commencement, c'est-à-dire lutter contre le taudis, cause de tous les autres maux. »

La Ligue nationale contre les taudis continue avec vigueur sa croisade bienfaisante. Elle a enrôlé tous ceux, du Souverain à l'ouvrier, qui comprennent qu'il y va de l'avenir même de la Patrie.

Mais les sympathies et les démonstrations publiques, seules, sont inefficaces. A côté de la foi il faut les œuvres.

Ici encore, le Département de l'Intérieur et de l'Hygiène peut intervenir efficacement. Il lui appartient, en effet, de faire dresser les statistiques exactes et complètes des taudis, et de rappeler leurs droits et leurs devoirs aux administrations communales et aux bourgmestres, qui négligent trop souvent de recourir aux moyens légaux qu'ils possèdent pour mettre fin à des situations intolérables.

La question de la natalité.

En engageant la lutte contre les taudis, en engageant les pouvoirs publics à les exproprier, en procurant des habitations salubres à ceux qui perdaient dans les taudis leur santé physique et morale, nous n'avons pas seulement servi la cause de l'enfance d'aujourd'hui, mais aussi celle de l'enfance de demain.

C'est un aspect de la question, trop négligé, hélas, et cependant d'une actualité angoissante.

Dans une famille convenablement et proprement logée, un berceau de plus est généralement le bienvenu. Là où le berceau est remplacé par des haillons, où règne la misère et la promiscuité, le nouveau-né est un intrus. Et il faut, pour qu'on ne l'empêche pas d'arriver

au monde, des qualités morales que nous ne voyons que trop défaillir. Aussi bien, si dans les classes aisées et opulentes le néo-malthusianisme est d'un égoïsme antifamilial et antinational sans excuse, il faut bien reconnaître que dans les classes indigentes il constitue une faute dont les auteurs ne sont pas seuls à porter la responsabilité.

Faut-il insister encore sur l'importance de cette question de la natalité ?

« Elle est une des plus graves — disait le Roi en 1923 — qui se posent en ce moment devant le pays. Elle doit être abordée dans un esprit de prévoyance à longue échéance, dans un esprit à la fois élevé et pratique. »

Les dernières statistiques sont navrantes. Le nombre des naissances qui était de 200,000 en 1900 est tombé en 1927 à 144,000 et le taux de la natalité qui en 1900 était encore de 289 pour 10,000 habitants, est tombé en 1927 à 182.

Sans les œuvres de l'enfance, sans la lutte incessante contre les fléaux qui déciment nos populations, la tuberculose, le cancer, les maladies vénériennes,

l'écart que nous constatons encore entre les naissances et les décès, n'existerait plus dans plusieurs provinces, et nous descendrions bientôt la pente de la dépopulation.

Sans doute, le Département dont nous venons d'étudier le fonctionnement budgétaire, ne peut à lui seul résoudre le problème que nous venons de poser, mais il peut, dans sa sphère d'action, susciter et encourager des initiatives et des groupements. Il peut étudier les moyens de développer de plus en plus les œuvres de l'enfance, et sous ce rapport entourer d'une même sollicitude l'enfance d'aujourd'hui et celle de demain.

* * *

Votre Commission vous propose l'adoption du budget par 7 voix et 3 abstentions.

Le Président,
Vicomte BERRYER.

Le Rapporteur,
ALPHONSE RYCKMANS.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 15 JANUARI 1929

Verslag uit naam der Commissie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, belast met het onderzoek der Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid voor het dienstjaar 1929.

(Zie de n^{rs} 5-VI en 34 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren Burggraaf BERRYER, voorzitter ; Armand HUYSMANS, LEKEU, LIGY, MOUSTY, NOLF, VAN ORMELINGEN, Burggraaf Adriaan VILAIN XIII, VINCK en RYCKMANS, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Algemeene beschouwingen.

De Begrooting van het Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid voorziet eene kredietaanvraag van 104,071,534 frank, terwijl de voor 1928 toegekende kredieten 63,774,494 fr. bedroegen.

In deze verhooging van 40,297,039 fr. is begrepen eene verhooging van 8 miljoen 815,410 frank voor de gewone uitgaven en eene verhooging van 31 miljoen 481,629 frank voor de onderscheidene posten der buitengewone uitgaven.

Uit het omstandig onderzoek van de artikelen der Begrooting blijkt dat deze verhooging beantwoordt aan erkende noodwendigheden of slaat op eenvoudige regelingen van boekhouding.

De wedden van het personeel van het Departement boeken een verhooging van 251,176 frank; deze is gewettigd door de afschaffing der afhoudingen van 3 en 7 t. h. op de wedden, door regelmatige verhoogingen, of door benoemingen, waartoe er nog dient overgegaan.

De kredieten, die werden aangevraagd voor de verhooging der pensioenen als-

mede die betreffende de ambtenaren der provinciebesturen, worden door de wet opgelegd.

Anderdeels geeft de stijging van den prijs van materieel, van de onderhoudskosten der gebouwen zoowel van het Departement als van de provinciebesturen, aanleiding tot de noodzakelijkheid verhooging van kredieten aan te vragen, die men ten onrechte zou beknibbelen.

Het hoofdstuk der kieszaken alleen boekt een verhooging van uitgaven van 3,404,500 frank wegens de algemeene verkiezingen alsook de verkiezingen voor de provincie, die in 1929 zullen plaats hebben.

Wat betreft het hoofdstuk der volksgezondheid, wordt het krediet voor de aanmoedigingen, die de openbare gezondheid aanbelangen, opgevoerd van 6 tot 8 miljoen; de onderscheidene uitgaven tot bestrijding der tering zijn verhoogd met 500,000 frank, en die betreffende de maatschappelijke hygiëne van het kind met 1,915,113 frank. Bij deze uitgaven dient nog gevoegd eene verhooging van 1,200,000 frank, voorzien op de buitengewone uitgaven voor kankerbestrijding.

Het strekt België tot eer dat het ten tijde van openbaren nood niet heeft uit

het oog verloren dat een volk dat wil leven ten koste van om het even welke offers moet waken voor de gezondheid der bevolking en vooral voor de hygiëne van het kind.

Nu dat wij zien dat onze bedrijvigheid op handels-, nijverheids- en industrieel gebied geleidelijk toeneemt, mogen wij minder dan ooit deze werken laten te niet gaan, waarvan de toekomst van het land afhangt.

Onder de buitengewone uitgaven komt een krediet voor van 300,000 frank dat bestemd is om de eerste uitgaven te dekken van het viertien van den honderdsten verjaardag onzer onafhankelijkheid, alsmede een krediet van 20 miljoen frank om hulp te verleen aan de gemeenten wier fiscale inkomsten ontoereikend zijn, vergeleken bij die van 1913.

In hetzelfde hoofdstuk komt een post voor van 13,095,810 frank als toelage aan het Nationaal Werk der Oorlogsinvaliden. Dit krediet werd overgedragen van de buitengewone op de gewone Begrooting. Het werd verhoogd met ongeveer 2 miljoen wegens de stijging van het aantal beschermelingen van het werk alsmede wegens de stijging der kosten van de onderscheidene zorgen die door dit werk worden verzekerd.

* *

Een lid heeft, uit zijn persoonlijke naam en uit naam van andere collega's, verzet aangeteekend tegen de inbreuk op de gemeentelijke zelfstandigheid in 1928, naar aanleiding van de weigering sommige wedden goed te keuren, die door de Regeering als al te hoog worden beschouwd.

Dit lid heeft eveneens den wensch uitgedrukt dat, bij het onderzoek der overeenkomsten van concessie van verlichting, de hoogere besturen aan de gemeenten niet zouden toelaten verbintenissen aan te gaan voor meer dan ten hoogste vijftien jaar, wegens de gestadige wijzigingen en verbeteringen in de techniek.

Hij dringt ook aan opdat de overeenkomsten eene bepaling van overneming

zouden behelzen, die gunstig is voor de openbare besturen alsmede te allen tijde toepasselijk.

De Commissie heeft akte genomen van de opmerkingen van het geachte lid, zonder thans het onderzoek der aldus opgeworpen vraagstukken aan te vatten.

Hetzelfde lid heeft, aangaande sommige artikelen der Begrooting, aan de Regeering verscheidene vragen gesteld. Wij laten hier deze vragen volgen samen met de antwoorden der Regeering.

Ontwerp van Begrooting. (Toelichting.)

Bladz. 20, art. 2. — B. Raadgevend Comité voor betwiste zaken, enz.

VRAAG A. Zijn er in dit Comité leden die geen zitpenningen ontvangen en waarom?

ANTWOORD. Al de leden ontvangen een zitpenning voor de vergaderingen welke zij bijwonen.

Bladz. 20, art. 3. — Buitengewone werken.

VRAAG B. Welk is het tarief voor deze buitengewone werken?

ANTWOORD. Dit tarief werd bepaald door den Ministerraad ter vergadering van 19 December 1927, namelijk:

Bureelonderoverste, 5 frank per uur.

Klerk-opsteller, steno-typist of daarmee gelijkgestelde graden, 4 frank per uur.

Typist, ordeklerek, klerk, 3 frank per uur.

Bladz. 22, art. 5. — Reiskosten.

VRAAG C. Zijn in deze 4,500 frank begrepen de zendingen naar het buitenland?

ANTWOORD. Daarin zijn begrepen al de kosten van zendingen, zoowel binnen als buiten het land, waarmede de dienst het personeel van het hoofdbestuur zou kunnen belasten.

Bladz. 22.

VRAAG D. Bijaldien zij slaat op artikel 5 (Reiskosten). Mag deze post worden verhoogd volgens de noodwendigheden van het leven?

ANTWOORD. Het krediet, eens dat het is vastgesteld, is niet meer vatbaar voor verhooging. Doch, binnen de perken der Begrooting, laat artikel 2 van het Koninklijk besluit van 23 Januari 1923 toe de vergoeding wegens reizen in het buitenland aan te passen aan de noodwendigheden van het leven.

Bladz. 22.

VRAAG D. Bijaldien zij betrekking heeft op artikel 9 (hulpgeld toegestaan bij gemis van pensioen, enz.).

Mag deze post worden verhoogd volgens de noodwendigheden van het leven?

ANTWOORD. Het krediet, eens dat het is vastgesteld, is niet meer vatbaar voor verhooging; doch, binnen de perken der Begrooting tracht men het bedrag der toegekende hulpgelden aan te passen aan de noodwendigheden van het leven.

Bladz. 26, art. 14. — Wedden van de beampten der provinciebesturen, enz.).

VRAAG E. Is het aan te nemen dat er in 1929 wedden worden bepaald die lager zijn dan 14,500 frank?

ANTWOORD. Het barema der wedden werd bepaald bij Koninklijk besluit van 16 December 1927 voor al de Staatsbesturen.

Wijzigingen in de bezoldiging van de bedienden der provinciebesturen zouden niet kunnen worden aangebracht zonder dat men eveneens de voor de onderscheidene ministerieele departementen vastgestelde wedden zou dienen te herzien.

Bladz. 32, 34 en 36 :

Art. 31 (Toezicht over den gezondheidsdienst, enz.) : wedden.

Art. 34 (Gezondheidsdienst der zeehavens, enz.) : wedden.

Art. 38 (Toezicht over de bereiding van eetwaren, enz.) : wedden.

VRAAG E. — Is het aan te nemen dat er in 1929 wedden worden bepaald die lager zijn dan 14,500 frank?

ANTWOORD. Het barema der wedden werd vastgesteld bij Koninklijk besluit betreffende de perequatie d.d. 16 December 1927. De onderscheiden besturen zijn niet bevoegd om er wijzigingen aan toe te brengen.

Bladz. 30, art. 30. — Onderstand IJzeren Kruis, enz.

VRAAG F. Waarom werden deze hulpgelden niet aangepast?

ANTWOORD. De toekenningen uitbetaald op artikel 30 werden niet aangepast juist omdat het hier hulpgelden en niet eene vergoeding of toelage geldt. Trouwens, tot wederinvoeren en handhaven dezer hulpgelden werd besloten juist omdat deze uitgaven geen merkelijke last zouden zijn voor de Begrooting van den Staat.

Bladz. 34, art. 36, litt. a. — Krediet van 425,000 frank gelijk aan het krediet voor 1928 (prophylaxie der besmettelijke ziekten, enz.).

Litt. b. — Krediet van 100,000 frank tegen 125,000 frank in 1928 (werken betreffende de verschillende diensten, enz.).

VRAAG G. Waarom dit krediet verminderen alswanneer er nog zooveel te doen blijft en tijdens de vorige jaren kredieten moesten worden geweigerd?

ANTWOORD. Littera *a* van artikel 36 werd in 1929 niet verminderd. Het krediet is hetzelfde als voor 1928 en het is voldoende om de lasten te weren.

Littera *b* van dit artikel heeft enkel betrekking op buitengewone werken (bijkomende verstrekkingen) voor rekening der diensten van het beheer der volksgezondheid. Deze werken zijn een uitzondering; het krediet van 100,000 frank

in het ontwerp van Begrooting voorzien, is voldoende om deze lasten te dekken.

De vermindering spruit voort uit de afschaffing van een tijdelijken last van 25,000 frank, die op de Begrooting voor 1928 drukte en in 1929 vervalt. Dit wordt gewettigd in de kolom « opmerkingen » van het ontwerp van Begrooting.

Bladz. 38, art. 42. — (Toezicht over de gezondmakingswerken : kantoorkosten, enz.).

Krediet van 5,000 frank zooals in 1928.

VRAAG H. Is dit krediet niet al te gering?

ANTWOORD. Neen, omdat de kantoor- en materieelkosten van den dienst van toezicht over de gezondmakingswerken betrekkelijk gering zijn. Trouwens het personeel van dezen dienst is zeer beperkt (3 bedienden).

* *

Kieszaken.

Sommige leden der Commissie hebben beschouwingen en wenschen tot herziening uitgebracht naar aanleiding der jongste gedeeltelijke verkiezingen in de arrondissementen Gent en Antwerpen.

Dusdanige verkiezingen, die noodzakelijk geschieden volgens het stelsel der volstrekte meerderheid, zijn van dien aard dat zij den normalen toestand der politieke partijen verkeerd voorstellen. Zij geven aanleiding tot aanzienlijke uitgaven, die in groote arrondissementen ettelijke honderdduizenden franks bedragen, en zij leggen aan de leden der bureelen vermoeiende karweitjes alsook talrijke en lastige verplaatsingen op.

Volgens die leden, zou de oplossing om deze bezwaren te verhelpen kunnen gevonden worden in de verkiezing van een grooter aantal plaatsvervangers dan thans door de wet wordt toegelaten.

Wat de verkiesbaarheid der candidaten betreft, hebben zekere leden de mee-

ning uitgedrukt dat men aan het hoofdbureel de zorg zou dienen over te laten de kandidaten af te wijzen, die niet verkiesbaar zijn hetzij wegens hun ouderdom, hetzij wegens definitieve veroordeelingen waarbij zij van hunne politieke en burgerlijke rechten worden beroofd. Feitelijke vaststellingen, die zoo elementair zijn en blijken uit akten van den burgerlijken stand of uit uittreksels van vonnissen of arresten, zouden zonder bezwaar door het hoofdbureel kunnen gedaan worden. De vaststellingen, die aanleiding geven tot het onderzoek van vraagstukken betreffende andere voorwaarden van verkiesbaarheid, zooals de nationaliteit, het niet voorhanden zijn van onvereinbaarheden en andere nog, zouden verder vallen onder de toepassing der thans van kracht zijnde wetten.

Deze wenken hebben in den schoot uwer Commissie aanleiding gegeven tot een eerste gedachtenwisseling. Het vraagstuk werd voorbehouden met het oog op een verder grondig onderzoek.

* *

Volksgezondheid.

De leden uwer Commissie hebben eenparig erkend dat de kredieten betreffende de volksgezondheid en inzonderheid betreffende het maatschappelijk kindergeweld, verder de gansche bezorgheid van Regeering en Parlement moesten gaande maken.

Het is vrij moeilijk zich een juist gedacht te geven van de globale uitslagen, bekomen op gebied van openbare gezondheid, en van wat er nog te doen blijft.

Ofschoon wij de Volksgezondheid speciaal hebben gehecht aan het Departement van Binnenlandsche Zaken, en ofschoon wij in dit Departement beschikken over de bevoegde diensten, bestuurd door ervaren, werkzame en toewijdingsvolle ambtenaren, ware het een dwaling te gelooven dat het onderzoek der Begrooting van de volksgezondheid toelaat

een algemeen overzicht te geven van de instellingen, inrichtingen en werken, die essentieel daarvan zouden moeten afhangen. Dit is eene leemte in de verdeling der ministerieele bevoegdheid, die een wijs beheer kan schaden, en die zou kunnen worden verholpen door een meer intense ineenschakeling der Staatsdiensten.

Zoo, bij voorbeeld, is het het Departement van Volksgezondheid dat onder technisch oogpunt de aanvragen om tusschenkomst van den Staat onderzoekt, welke uitgaan van de Nationale Maatschappij voor watervoorziening. Het is evenwel het Departement van Financiën dat de kredieten op de Begrooting van 's Lands schuld uittrekt. Het is overbodig te doen uitschijnen hoe abnormaal deze doenwijze is en hoezeer zij kan aanleiding geven tot misbruiken.

Hetzelfde geldt voor den strijd tegen de krotten, waarover er verder in dit verslag zal worden gehandeld. De Minister van Volksgezondheid is bevoegd om bij de gemeenten op te treden, ten einde de krotten te doen verdwijnen die eene schande zijn voor een land als het onze, dat het zich als een eer aanrekent den eersten rang te bekleeden voor alles wat de sociale hygiëne betreft. Wanneer het echter geldt gezonde woningen te verschaffen aan arme lieden, die uit de krotten worden uitgezet, dan moet men elders gaan aankloppen.

Men moet dus van dichtbij de Begrotingen van Financiën, van Landbouw, van Openbare Werken, van 's Lands schuld, van Justitie en van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid onderzoeken om een juist begrip te hebben van al hetgeen werd gedaan voor voorziening van drinkwater, voor toezicht over den verkoop van eetwaren, vleesch en melk, voor het bouwen van goedkope woningen, voor den strijd tegen de krotten, voor de kinderbescherming, voor de beteugeling der misdadige behandelingen die een der bijzonderste oorzaken van de daling van het geboortecijfer zijn.

Voor al de werken die te eenigerlei titel afhangen van het Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, moet hetzelfde, naar onze meening, deze werken en instellingen van dichtbij volgen, ze doen oprichten daar waar zij niet bestaan, ze doen samenschakelen daar waar de groepeerings nuttig lijkt, eventueel toelagen verleenen aan diegene die niet door eigen middelen kunnen bestaan, en bij de gemeenten optreden opdat zij desnoods zouden gebruik maken van de macht waarover zij beschikken.

De melk voor de kleinen.

Van dit standpunt uit hebben wij ons in den schoot der Commissie bezig gehouden met het vraagstuk van het verbruik en de voorziening van melk, op initiatief van Mevr. Spaak, wier bezorgheid voor de werken van kindervelzijn steeds levendig is.

Men kan van meening verschillen over de wijze waarop de melk dient verdeeld aan de zuigelingen, doch eenparig erkent men dat melk, die niet kiemvrij of ontdaan is van haar essentieele voedingskracht, voor de zuigelingen een oorzaak is van ernstige verzwakking of van sterfte.

Op verzoek en onder leiding van onze collega, hebben wij de inrichtingen van het intercommunaal laboratorium van den steenweg op Waterloo bezocht.

De stad Brussel en de groote gemeenten der agglomeratie hebben dit laboratorium gesticht, minder om het bedrog te beteugelen dan wel om te trachten hetzelfde te voorkomen. Met dit doel werden er een reeks maatregelen van toezicht en controle genomen, wier doeltreffendheid spoedig werd bewezen. De verkoopers van vervalschte melk, wetende dat zij gevaar loopen bij hunne klanten te worden aangeklaagd, zien de eenen na de anderen af van hun misdadig bedrog.

Anderdeels mogen de landbouwers, de veehandelaars en de particulieren kosteloos de hulp van het laboratorium in-

roepen voor onderzoekingen en ontledingen.

De aanzienlijke offers die de aangesloten gemeenten zich getroosten voor de exploitatie van het laboratorium worden beloond door de verworven uitslagen.

De vervolgingen wegens melkvervalsching verminderen meer en meer in het arrondissement Brussel, en de regelmatige ontledingen, waartoe de werken voor kinderwelzijn doen overgaan, bewijzen dat de melkverkooper te Brussel en in de voorsteden steeds meer en meer eerlijk wordt.

De stad Antwerpen, van haar kant, heeft sedert 1924 het toezicht over de melk ingericht. De getroffen maatregelen hebben tot denzelfden uitslag geleid als te Brussel.

De vastgestelde vervalschingen nemen van jaar tot jaar af, en de processen-verbaal wegens bedrog, die in 1926 nog 189 bedroegen, zijn voor 1928 geslonken op 68, ofschoon het toezicht volstrekt niet verslapt is. Men mag zeggen dat deze vaststellingen afdoende zijn.

Andere steden en gemeenten van het land hebben eveneens onder verscheidene vormen het melktoezicht ingericht. Wij weten echter niet in welke voorwaarden en in welke mate zulks is geschied.

Aldus mogen wij besluiten dat het voorbeeld, hetwelk onder de oogen der Commissie werd gebracht, met goed gevolg over heel het land zou kunnen worden bekendgemaakt en aanbevolen.

Het Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, dat gestadig in voeling is met al de gemeenten van het land, is volkomen aangewezen om deze taak op zich te nemen. Met zich hieraan te wijden zal het zijn tijd niet verspillen.

* * *

De strijd tegen de krotten.

Het kinderwelzijn houdt rechtstreeks verband met het vraagstuk van den

strijd tegen de krotten, die, zooals uw toenmalige verslaggever, de geachte heer Vinck, twee jaar geleden deed uitschijnen, terecht de aandacht gaande maakt van al wie zich in België bekommert om het lot van onze arbeidersbevolking.

Het is een even bedroevend als vaststaand feit dat, spijs al de pogingen van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn en van tal van andere liefdadigheidswerken, duizenden kinderen ieder jaar sterven, omdat zij wegwijnen in krotten, waar de levensvoorwaarden ondraaglijk zijn.

Hoe onvolledig ook in dit opzicht de officieele statistieken zijn, volstaat het een blik te werpen rondom zich, in onze groote steden en gemeenten, om zich er van te overtuigen dat duizenden gezinnen leven in walgelijke krotten waar de pasgeborene noodzakelijk is blootgesteld aan de ergste gevaren van sterfte.

Kolonel Lemerrier, de onvermoeibare voorvechter van den Bond der kroostrijke gezinnen en van den Bond tot bestrijding der krotten, heeft terecht verklaard : « Er is en er kan geen waardig en zedelijk familieleven zijn in de ongezonde, enge en onwaardige ruimte van hetgeen men heeft mogen noemen den familiestad, die het lichaam en de ziel van het kind doodt. »

« De strijd tegen de krotten beheerscht al de werken voor kinderbescherming... Men moet beginnen met het begin en wel strijden tegen de krotten, die de oorzaak zijn van al de andere kwalen. »

De Nationale Bond tot bestrijding der krotten zet krachtdadig zijn weldadigen veldtocht voort. Daarbij is aangesloten alwie, van den Vorst tot den arbeider, begrijpt dat de toekomst zelf van het land op het spel staat.

Doch genegenheid en openbare betoogen alleen zijn ondoeltreffend. Naast het geloof moeten de werken zijn.

Hier nog kan het Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid doeltreffend optreden. Het is immers

bevoegd om de juiste en volledige statistieken der krotten te doen opmaken en om de gemeentebesturen en de burgemeesters te wijzen op hun rechten en plichten, daar zij al te vaak verwaarloozen hun toevlucht te nemen tot de wettelijke middelen waarover zij beschikken om onduidbare toestanden te doen ophouden.

Het vraagstuk der geboorten.

Met den strijd tegen de krotten aan te vatten, met de openbare besturen aan te zetten ze te onteigenen, met gezonde woningen te verschaffen aan hen die in de krotten hun lichamelijke en zedelijke gezondheid verloren, hebben wij niet alleen een dienst bewezen aan de kinderen van heden maar ook aan die van morgen.

Het is eene andere zijde van het vraagstuk, welke eilaas al te zeer wordt verwaarloosd en nochtans eene beangstigende werkelijkheid is.

In een behoorlijk en zindelijk gehuust gezin, is eene wieg doorgaans welkom. Daar waar de wieg wordt vervangen door lompen, waar ellende heerscht en alles dooreen samenloopt, is de nieuwgeborene een indringer. En opdat men den nieuwgeborene niet belette ter wereld te komen, zijn er zedelijke hoedanigheden noodig die wij maar al te zeer zien verzwakken. Ook, zoo in de gegoede en rijke standen het neomalthusianisme duidt op een antifamiliaal en antinationaal egoïsme dat niet kan worden verontschuldigd, moet men wel toegeven dat het onder de behoeftige klassen eene fout is, waarvan de verantwoordelijkheid niet alleen wordt gedragen door hen die deze fout begaan.

Hoeft er nog verder nadruk gelegd op het belang van het vraagstuk der geboorten?

« Het is een der meest gewichtigste vraagstukken, verklaarde de Koning in 1923, die thans voor het land bestaan. Het dient opgelost in een geest van vooruitzicht op langen termijn, in een tevens verheven en practischen geest. »

De jongste statistieken zijn bedroevend. Het aantal geboorten dat in 1900 200,000 bedroeg, is in 1927 geslonken op 144,000, en het geboortecijfer, dat in 1900 nog 289 per 10,000 inwoners bedroeg, is in 1927 gevallen op 182.

Zonder de werken voor kindermwzijn, zonder den gestadigen strijd tegen de geesels die onze bevolking teisteren, namelijk toring, kanker, venerische ziekten, zou in verscheidene provinciën het verschil, dat wij thans nog vaststellen tusschen sterften en geboorten, niet meer bestaan, en zouden wij weldra de helling der ontvolking afrollen.

Gewis, het Departement wiens begroting wij hebben onderzocht, kan alleen het opgeworpen vraagstuk niet oplossen, het kan evenwel binnen de perken van zijn gebied het tot stand komen van initiatief en groepeerings aanwakkeren en aanmoedigen. Het kan uitzien naar de middelen om de werken voor kindermwzijn meer en meer uit te breiden, en in dit opzicht de kinderen van heden en die van morgen met dezelfde zorg omringen.

* * *

Met 7 stemmen en 3 onthoudingen stelt uwe Commissie U voor de Begroting goed te keuren.

De Voorzitter,
Burggraaf BERRYER.

De Verslaggever,
ALPHONSE RYCKMANS.

